

Le concept de développement en débat

**Introduction au dossier d'*Economies et Sociétés*,
Série « Développement, croissance et progrès », F, n° 43, 3/2005, p. 463-476.**

Eric Berr et Jean-Marie Harribey

Si les questions de croissance et de développement avaient retenu l'attention des économistes classiques depuis A. Smith, l'économie du développement fait vraiment son apparition comme nouvelle branche de la science économique dans les années 1950 alors que de nombreux pays accèdent à l'indépendance en Afrique et en Asie. On assiste ainsi à l'émergence du tiers-monde, ce qui explique le regain d'intérêt pour l'étude des économies en développement. Les travaux des « pionniers » prennent deux directions : certains considèrent que le sous-développement est en fait un retard de développement [W.W. Rostow, 1960] se caractérisant par la dualité des économies [R. Nurkse, 1953 ; A. Lewis, 1954], tandis que d'autres, les structuralistes, le voient comme un phénomène historique lié à la désarticulation des structures productives [R. Prebisch, 1950 ; H. Singer, 1950 ; F. Perroux, 1961 ; A. Hirschman, 1964 ; G. Myrdal, 1968]. Les solutions préconisées par le second courant sont plutôt interventionnistes et fondent les projets de développement autocentrés, basés sur les stratégies de substitution aux importations.

Dans les années 1960 et 1970, le mouvement tiers-mondiste va tirer le bilan du relatif échec de ces expériences et avancer l'idée que le sous-développement est la conséquence de la domination des pays capitalistes développés sur les pays du tiers-monde, ce qui rend tout rattrapage impossible. C'est à cette période que s'affirment les théories de la dépendance, [P. Baran, 1957 ; A.G. Frank, 1969 ; C. Furtado, 1970 ; S. Amin, 1970], et les théories néo-marxistes de l'échange inégal [A. Emmanuel, 1969], fondées sur une analyse centre-périphérie. Le ralentissement économique des années 1970 consécutif à la crise du capitalisme et la crise de la dette largement provoquée par le retournement des politiques monétaires et la libéralisation financière qui prennent à contre-pied les projets de développement en cours assis sur l'endettement, mettent à mal les approches hétérodoxes du développement. Le virage libéral s'accroissant au début des années 1980, l'heure est à l'application du consensus de Washington par l'intermédiaire des plans d'ajustement structurel. L'objectif est d'intégrer les pays en développement au sein du marché mondial en construction sous couvert de résolution de la crise de la dette. Les conséquences de cette mise en ordre du monde vont se révéler rapidement désastreuses pour les plus pauvres.

Après plus d'un demi-siècle de politiques de développement, de nombreux chiffres montrent que la situation des pays du tiers-monde n'est guère reluisante. Il y a, par exemple, toujours 2,8 milliards de personnes qui vivent avec moins de deux dollars par jour ; les sept plus grosses fortunes du monde possèdent ensemble plus que le PIB total du groupe des 49 pays les moins avancés où vivent 650 millions d'individus ; au rythme actuel, le PNUD considère qu'il faudrait 130 ans pour éliminer la faim dans le monde.

A l'échec de plusieurs prétendues « décennies du développement », qui n'ont pu réaliser leur objectif de satisfaction des besoins humains essentiels, s'ajoute la multiplication des désastres écologiques constatés et annoncés à cause d'un fonctionnement de l'économie mondiale orienté prioritairement vers l'accumulation au moyen d'un productivisme de plus en plus prédateur. Face à ce double désastre, social et écologique, on voit émerger aujourd'hui plusieurs réactions venues d'horizons opposés :

- La première est celle des institutions financières internationales, celles-là mêmes qui ont mené et continuent de mener les politiques libérales d'ajustement, et qui tentent d'habiller celles-ci du pseudo paradigme de la « bonne gouvernance » et d'un objectif affiché de « lutte contre la pauvreté » au sein de « Cadres stratégiques » du même nom.
- La seconde est celle des institutions politiques internationales, surtout l'ONU et son PNUD, qui ont réussi à faire accepter le concept de « développement soutenable » ou « durable » comme nouvel objectif mondial, au point que pas un gouvernement, pas une institution, pas une grande entreprise, ne le reprenne à son compte, et l'on ne voit guère d'ONG ou de représentants des mouvements sociaux qui ne fassent de même. Cette unanimité étonnante prouve sans doute que le concept a besoin d'être précisé et qu'il lui manque pour l'instant un contenu le démarquant véritablement des échecs passés.
- La troisième est celle d'un courant, lui-même issu de plusieurs sources, qui, prenant acte du double échec mentionné ci-dessus, se positionne sur une ligne de refus du développement, au motif que celui-ci, né en Occident, ne pourrait être que l'expression de la domination économique, politique et culturelle de celui-ci sur le reste du monde, et qu'il conviendrait donc de se projeter dans un « après-développement ». Ce courant, qui bénéficie aujourd'hui d'un regain d'audience, s'est approprié une partie de la thématique anti-colonialiste et anti-impérialiste pour développer celle du refus du développement, cantonnée volontairement dans le champ d'un culturalisme relativiste, pour refuser *a priori* toute démarche économique hétérodoxe et tout objectif de développement.

Est-il possible de dépasser ces clivages, ou, dans le cas contraire, de cerner les points qui y font obstacle ? Il nous paraît nécessaire pour cela d'aborder – sinon de répondre à – trois séries de questions autour desquelles se centrent les principales discussions depuis que les échecs mentionnés ci-dessus, faute de développement ou à cause du développement tel qu'il a existé, se sont avérés patents. La première de ces questions porte sur les rapports entre croissance et développement qu'il s'agit de réexaminer. Il convient ensuite de s'interroger sur le dilemme refuser ou repenser le développement ? En fin de compte, derrière le débat sur le développement, ne cherche-t-on pas une conception de la richesse propre à satisfaire les besoins humains et à assurer le bien-être ?

1. Revisiter les rapports entre croissance et développement

L'économie du développement s'était constituée dans les années 1950 en partie en opposition avec l'idée que croissance et développement étaient synonymes, ou, ce qui revient au même, avec l'idée que la croissance était une condition nécessaire et suffisante du développement, pour peu que l'on sache être patient, laisser faire le temps et, surtout, ne dresser aucun obstacle devant les mécanismes du marché, ces derniers ne pouvant s'épanouir que sur la base de la propriété privée des moyens de production. La posture théorique et politique libérale qui était récusee était celle qui formait le soubassement de la fresque des « cinq étapes de la croissance » de Rostow.

Face à elle, la première originalité des pionniers de l'économie du développement est de rompre sur un point crucial : la croissance est une condition nécessaire mais non suffisante du développement. Dès lors peut s'élaborer une distinction conceptuelle : la croissance étant définie comme l'augmentation de la production ou, si l'on tient compte de la démographie, comme l'augmentation du produit par habitant ; le développement incluant la croissance mais la

dépassant par des aspects qualitatifs pouvant signifier un mieux-être des populations : espérance de vie, éducation, santé, justice, démocratie, etc.

Mais cette distinction fondée sur l'opposition quantitatif/qualitatif échappait-elle aux ambiguïtés ? Ainsi, Perroux, l'un des principaux initiateurs de la distinction entre les concepts de croissance et développement, écrivait [1991, p. 191] : « Le développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croître, cumulativement et durablement, son produit réel global. » D'un point de vue logique, il s'agit pratiquement du renversement de la proposition admise classiquement : le développement serait maintenant la condition nécessaire de la croissance.

Un problème théorique supplémentaire vient du fait que tous les économistes du développement sans exception affirment, après avoir défini distinctement la croissance et le développement, que la croissance économique amène sur le moyen et long terme les changements de structures économiques et sociales qui précisément font l'une des caractéristiques essentielles du développement à la Perroux. Aucun économiste ne définit la croissance comme un phénomène homothétique et unidimensionnel sur le long terme. J.A. Schumpeter, pour préparer sa notion de « destruction créatrice », avait déjà indiqué [1979, p. 96] que, la croissance, ce n'était pas la multiplication du nombre de chandelles, mais leur remplacement par l'électricité. D'où la contradiction suivante à l'intérieur même de la théorie du développement qui se pose pourtant en hétérodoxie : dans un premier temps, la croissance est considérée comme une simple condition nécessaire du développement, et, avec le temps, elle devient une condition suffisante, donnant ainsi à l'orthodoxie l'opportunité de réduire le développement à l'augmentation, bien sûr éternelle, des quantités produites. Et le précepte normatif libéral peut alors entrer en action : justifier la conformité du développement de tous les peuples à celui des pays riches, et justifier la soumission aux injonctions des instances internationales qui se parent de vertu durable. On retrouvera d'ailleurs plus tard au sein même du Rapport Brundtland la croyance selon laquelle la croissance éternelle est compatible avec le respect des équilibres sociaux et écologiques : « Aujourd'hui, ce dont nous avons besoin, c'est une nouvelle ère de croissance, une croissance vigoureuse et, en même temps, socialement et "environnementalement" soutenable. » [CMED, 1987, p. XXIII]. On est assez éloigné d'une conception de l'économie insérée dans la biosphère [Passet, 1979].

Ce glissement de condition nécessaire à condition nécessaire et suffisante est rendu possible à cause de l'ambivalence de la notion de transformations structurelles. Ces transformations étant d'ordre qualitatif, quel sens faut-il donner au terme « qualitatif » ? Doit-on l'entendre comme l'opposé de quantitatif – la population active se redéployant entre les secteurs, la production de ceux-ci évoluant relativement différemment, etc. – sans que cela ne traduise un jugement de valeur ? Doit-on au contraire l'associer à une idée d' « amélioration au regard de critères politiques sociaux, éthiques, etc. » [Attac, 2004, p. 77] ? Dans le premier cas, la croissance et le développement sont très difficiles, sinon impossibles, à distinguer. La distinction n'est pertinente que dans le second cas.

On voit bien alors que, autant la croissance de la production peut être définie sans trop de difficultés au moyen de critères matériels objectifs, autant la définition du développement – en tout cas d'un développement qui ne se résumerait pas à la croissance – n'obéit à aucun critère objectif mais dépend exclusivement de jugements normatifs, c'est-à-dire de choix politiques. Avec le développement, l'économie redevient enfin politique.

L'une des hypothèses centrales ayant motivé la réunion d'un colloque international à l'Université Bordeaux IV en septembre 2004 sur « Le concept de développement en débat » est donc que la définition traditionnelle issue des travaux des années 1950 et bien formalisée par Perroux, selon laquelle la croissance était une condition nécessaire mais non suffisante du développement, est peut-être aujourd'hui insuffisante, compte tenu des impasses sociales et écologiques dans lesquelles l'accumulation du capital conduit. Dès lors, il est permis de

s'interroger sur le point de savoir si, au-delà d'un certain seuil, la croissance ne deviendrait pas un obstacle au développement, c'est-à-dire qu'elle cesserait d'être une condition *toujours* nécessaire [J.M. Harribey, 1997, 2004-b].

2. Refuser ou repenser le développement ?

Cependant, un certain nombre de critiques radicales du développement ne l'entendent pas ainsi. S'appuyant sur les travaux de N. Georgescu-Roegen [1971, 1979], des auteurs comme F. Partant [1982, 1988], S. Latouche [1986, 1989, 1991, 1994, 2001, 2002, 2003, 2004], G. Rist [2001, 2003], E. Morin [2002] remettent en cause tout développement et prônent la « décroissance ». Ils condamnent toute référence au développement considéré comme un « mot fétiche » [Rist, 2003, p. 147] et au « développement durable » ou « soutenable » parce que celui-ci ne serait qu'un « oxymoron » [Latouche, 2002] et qu'il serait impossible et vain de dissocier croissance et développement.

Il faut reconnaître à ces auteurs le mérite de mettre en évidence la contradiction dans laquelle sont enfermés bon nombre de défenseurs du développement durable. Ainsi, on ne peut contester le fait que le Nord se soit développé en termes d'éducation, accès aux soins, espérance de vie, etc. Et pourtant ce développement s'est accompagné de la montée des inégalités et des dégâts écologiques qui, précisément, inviteraient à dénier le caractère de développement. Donc, le développement contiendrait ce qui n'est pas du développement. Pour sortir de ce piège, l'économiste R. Passet pose que le développement est « subordonné au respect des normes environnementales et sociales » et est donc « par définition durable » [2002, p. 14]. Mais il faudrait alors en conclure que les pays développés ne sont pas développés puisqu'ils saccagent la planète et engendrent de la pauvreté. C'est peut-être vrai, mais le jeu sur les mots prend alors une tournure incompréhensible pour le commun des mortels : comment expliquer que les pays dont le taux d'alphabétisation est de 100% ne sont pas développés comparativement à ceux où ce taux n'est que de moitié ? Il faut donc accepter une discussion du concept même de développement pour espérer pouvoir le redéfinir et esquisser une critique de la critique du développement.

Prendre au sérieux la critique du développement signifie la placer aux niveaux épistémologique et politique. L'hypothèse avancée explicitement par Latouche [2001] est que l'économie serait un trait culturel purement occidental et qu'il convient donc de « sortir de l'économie » et « d'en finir une fois pour toutes avec le développement ». Cette hypothèse est-elle admissible ? L'économie ne peut-elle être considérée comme une catégorie anthropologique, si l'on prend soin de différencier, comme l'avait fait K. Marx [1867], la production de valeurs d'usage et celle de valeur, ce qui revient à distinguer le fait de produire et le cadre social capitaliste dans lequel cette production est aujourd'hui organisée ? A ce compte-là, l'Occident n'aurait pas inventé l'économie. Il aurait simplement inventé le « désencastrement » [K. Polanyi, 1944] de l'économie et la domination de cette instance sur les autres sphères sociales. En outre, il n'est pas certain que l'Occident ait eu le monopole ni même l'initiative du développement si l'on considère que des dynamiques de croissance ont vu le jour en Chine plusieurs siècles avant l'Europe.

Sur le plan politique, le courant anti/post-développementiste de la décroissance n'évite pas deux écueils. Le premier est de sous-estimer la nécessité d'une augmentation de la production pour satisfaire les besoins de base d'une large fraction de l'humanité présente et à venir, et cela pendant un temps encore long, sans doute à l'échelle de ce siècle. Le second est de verser dans un relativisme culturel et de faire de la pauvreté dans le monde une simple projection des valeurs et des perceptions occidentales (cf. le débat contradictoire entre C. Comelieu [2003] et S. Latouche [2003]).

Au-delà de ces controverses se pose la question de la pertinence ou non de la thèse mise en avant par N. Georgescu-Roegen qui pensait que la loi de l'entropie s'applique à l'économie car la Terre reçoit de l'énergie mais ne reçoit pas de matière, du moins à l'échelle du temps humain. Le physicien I. Prigogine [1967] répondait que l'ouverture de la Terre sur le flux d'énergie solaire permet à la matière et à la vie de se réorganiser et de se complexifier : c'est ce qu'il appelait les « structures dissipatives ». Paradoxalement, la problématique de Georgescu-Roegen invite à penser le temps très long et simultanément elle l'exclut. En effet, il faut réintroduire le temps dans les analyses économiques marquées par une vision de court terme imposée par l'exigence de rentabilité du capital. Mais le temps très long, celui de la biosphère, dépasse tout horizon humain : aucun projet ne peut s'inscrire dans un délai de millions ou de milliers d'années, ni même de plusieurs siècles. Dès lors, la contrainte des ressources naturelles limitées s'impose à l'humanité, comme l'a rappelé récemment Y. Duplan [2004].

Il se pourrait bien alors que, quels que soient les termes du dilemme entre *refuser* ou *repenser le développement*, ou bien de celui entre une *alternative au développement* et un *développement alternatif*, le contenu d'un mode de vie centré sur la qualité (notamment en termes de rapports sociaux et de relations humaines) au lieu de la quantité des biens marchands soit à définir de toute manière. D'autre part, une critique du développement dominant jusqu'à aujourd'hui qui serait dissociée de celle des rapports sociaux capitalistes dans lesquels ce développement a eu lieu lui fait perdre une grande partie de sa force. Peut-on parler d'après-développement qui ne serait pas simultanément un après-capitalisme ? S'il voit le jour, l'après-développement existant ne sera pas comme si celui-ci n'avait pas existé et pourrait être une forme autre de développement, tournée vers la qualité de la production et aussi des rapports sociaux.

A. Sen [1993, 1999, 2000] a tenté un double dépassement. Celui d'une conception économiciste du développement que l'on trouve dans une version forte, chez les économistes qui identifient croissance et développement, et aussi dans une version faible, chez ceux qui font de la croissance une condition toujours nécessaire du développement. Un dépassement également de la conception de la justice de J. Rawls [1971], en définissant le développement comme liberté, comme « capacité » à transformer les libertés en moyens d'être et d'agir. On quitte ici le terrain de l'économie pour entrer sur celui de la philosophie politique : les fondements utilitaristes du libéralisme politique ont-ils été bousculés par la théorie de la justice de Rawls définissant les inégalités acceptables et par la conception de la démocratie et des libertés de Sen ? La place accordée aux « bases du respect de soi-même » chez Rawls et à l'« estime de soi » et aux « libertés positives » chez Sen inclinerait à le penser. Cependant, dans le cas de Rawls, comme l'a montré J.P. Dupuy [1992, 2003], la logique sacrificielle n'est pas évacuée, en dépit des efforts du théoricien de se dégager de l'utilitarisme. Dans le cas de Sen, les choses sont plus compliquées : d'une part, il fixe au développement l'objectif, non pas d'accumuler du capital, mais d'étendre les libertés réelles, tout en faisant de celles-ci une condition du développement ; d'autre part, l'introduction des capacités à utiliser les biens comme élément d'évaluation du bien-être ne supprime pas la référence à l'utilité retirée de ces biens. La question de la nature de la richesse susceptible d'améliorer le bien-être resurgit donc au cœur de la définition du développement.

3. Quelle conception de la richesse derrière le développement ?

Renouant avec des critiques anciennes, de nombreux travaux récents ont mis en relation la question des modes de vie, du développement et du bien-être avec celle de la richesse. En retour, la définition de la richesse ne manque pas d'avoir des retentissements sur celle du

développement. Toutefois, ces recherches s'orientent dans des directions qui ne sont pas pour l'instant convergentes.

Un premier axe est exploré à partir d'une critique des indicateurs habituels de richesse. D'un côté, on assiste à une prolifération de travaux d'élaboration de nouveaux indicateurs de bien-être. Profitant de l'espace ouvert par le PNUD avec son Indicateur de développement humain, son Indicateur de développement humain sexo-spécifique, son Indicateur de pauvreté humaine, etc., plusieurs organismes de recherche indépendants ont construit des indicateurs de bien-être, intégrant des aspects soit à dominante sociale, soit à dominante écologique, soit les deux à la fois, en s'inspirant de la méthodologie esquissée autrefois par W.D. Nordhaus et J. Tobin [1972]. Appliquées aux économies du Canada, des Etats-Unis, du Royaume-Uni, de la Norvège, ces méthodes font apparaître un décrochage très net depuis le début des années 1980 entre l'évolution des PIB et des indicateurs qualitatifs. On peut citer le Genuine Progress Indicator [Redefinig Progress, 1995], l'Indicateur de bien-être économique [M. et M.L. Miringoff, 1999], l'Indicateur de santé sociale [L. Osberg et A. Sharpe, 2002] dont rendent compte J. Gadrey et F. Jany-Catrice [2003, 2004]. En France, le Réseau d'alerte sur les inégalités [RAI, 2004] met à jour régulièrement le Baromètre des inégalités et de la pauvreté (BIP 40) qu'il a élaboré.

D'un autre côté, dans la continuité des critiques émises autrefois notamment par B. de Jouvenel [1966, 1976], P. Viveret [2003] veut « reconsidérer la richesse ». Mais il le fait à partir de la thèse de D. Méda [1999] qui impute à l'économie politique classique la responsabilité d'une conception étroite de la richesse. Or cette position oublie la distinction radicale remontant à Aristote [1993] entre valeur d'usage et valeur, c'est-à-dire entre richesse et valeur. Cet oubli n'est sans doute pas sans rapport avec les regrets exprimés par J. Gadrey et F. Jany-Catrice [2004] de voir que l'agrégat PIB ne tient compte que des *outputs* et pas des *outcomes*.

Réhabilitant la distinction entre valeur d'usage et valeur, un autre programme de recherche se développe pour montrer que c'est la divergence entre la production de valeurs d'usage pour satisfaire les besoins et la production de valeur pour répondre à la soif de rentabilité qui empêche le développement économique d'être toujours synonyme de mieux-être. Ainsi le processus de marchandisation des activités humaines critiqué par Marx dans les premières pages du *Capital* mérite-t-il d'être de nouveau analysé à l'époque de la globalisation de l'économie capitaliste [J.M. Harribey, 2002 ; A. Douai, 2004]. Il s'ensuit que la redéfinition du développement redonne une place aux productions non marchandes [J.M. Harribey, 2004-b ; P. Le Masne, 2004] que la vague libérale de la fin du XX^e siècle avait privé de légitimité.

La refondation du développement est rendue nécessaire par la crise que celui-ci traverse. Pour une bonne part, crise du capital qui tente de se « valoriser » par l'appropriation de toutes les activités humaines, malmenant un principe de précaution à peine reconnu. Crise qui met au jour la contradiction entre valeur marchande et richesse sociale, deux catégories clés de l'économie politique mais oubliées par la « science » économique contemporaine. Crise culturelle aussi puisque le sens du progrès ne va plus de soi. L'élaboration de nouveaux indicateurs de richesse a une portée s'il s'agit de participer à l'émergence d'une nouvelle conception de la richesse hors de la domination des catégories marchandes. Il ne servirait à rien de construire de nouveaux instruments de mesure qui n'accompagneraient pas les transformations sociales nécessaires à l'épanouissement de tous les humains et à leur bien-être. Un indicateur n'est jamais que le reflet d'une organisation sociale. Comme le disait Keynes, ce n'est pas la queue du chien qui fait remuer celui-ci, c'est l'inverse.

A la pensée du progrès humain, née au siècle des Lumières et qui vint à point nommé pour fournir un cadre idéologique au progrès économique apporté par le développement du

capitalisme, on ne peut substituer une pensée qui s'accommoderait ou qui ferait l'apologie du déclin ou du retour en arrière. On ne peut non plus fermer les yeux sur les risques d'interruption de la vie que fait peser la fuite en avant de la production-consommation, ni sur les risques d'implosion sociale que représente l'approfondissement des inégalités. C'est dire combien il serait illusoire de se réfugier dans une défense de l'intérêt des générations futures, inaccessible à l'esprit humain, si l'équité ici et maintenant n'était pas construite : la « durabilité » ou « soutenabilité » dans l'espace et dans le temps ne peuvent être dissociées. Au sein d'une démarche complexe, la dialectique de l'universalisme des droits et du pluralisme culturel peut être source de dynamique.

C'est à quelques-unes de ces problématiques que veut introduire la série d'articles que nous présentons ci-après. Dans un registre radical s'inspirant de C. Castoriadis, Michel Barillon veut remonter à la source du concept de développement : l'imaginaire de la modernité, c'est-à-dire la philosophie de l'histoire fondée sur le culte du progrès. Selon lui, l'histoire montre l'incomplétude de l'économie, c'est-à-dire de sa rationalité, et l'échec du projet universaliste de l'Occident. Cet article conduit à soutenir que le développement peut s'installer dans des cadres idéologiques divers, pas seulement dans celui du progrès à l'occidentale.

Au contraire, Philippe Norel invite à se défaire d'une vision européo-centriste qui fait croire à une invention du développement par l'Occident. Dans une étude historique comparatiste, il montre que des « dynamiques productives et commerciales originales » se sont manifestées en Asie, et particulièrement en Chine, dans des vagues successives aux IX^e, XIV^e et XVII^e siècles, donc bien avant la Renaissance en Europe et la conquête des « nouveaux mondes » par le « vieux ». Cela prouverait peut-être que le développement peut s'installer dans des cadres idéologiques divers, pas seulement dans celui du progrès à l'occidentale.

Hubert Gérardin et Jacques Poirot mettent en parallèle François Perroux et Amartya Sen, deux auteurs « en quête du concept de développement », sur trois plans : quelle finalité est assignée au développement ? quel système économique est capable de respecter les principes éthiques, notamment celui d'équité sociale ? quelle conception des inégalités et de la pauvreté adopter pour pouvoir y remédier ? L'article conclut sur la complémentarité des deux approches replaçant l'homme au centre de l'économie.

Plus iconoclaste, Alexandre Bertin s'interroge sur l'apport de Sen en faisant une lecture critique de *Development as Freedom*. La vision du développement de Sen fait de l'être humain un moyen (car il est acteur de son propre développement) et une fin. Mais les concepts qu'il propose, notamment le développement par les libertés, sont trop flous, la démocratie n'est pas suffisamment approfondie et la place de l'Etat dans la mise en œuvre du développement relève d'une conception libérale de la société.

Benoît Prévost ouvre une critique du consensus de Wasghinton qui fut dans les années 1980 la Bible des politiques d'ajustement mais qui est rebaptisé aujourd'hui « bonne gouvernance ». Le renouveau du discours libéral des instances internationales sur le développement s'appuyant sur le concept d'*empowerment* n'ouvre en fait pas de nouveau paradigme, bien qu'il fasse référence aux travaux de Sen sur la pauvreté et la nécessaire association des peuples à leur développement. Comme l'ont montré E. Berr et F. Combarous [2005] tous les pays ayant appliqué les recommandations d'ajustement ont été fragilisés et rendus plus dépendants des pays du Nord, tandis que l'écart avec ceux-ci s'est accru.

Dans une problématique socio-écologique, André Meunié tente de tester la réalité d'une courbe environnementale de Kuznets dans le cadre de la croissance de la Chine génératrice de pollutions, notamment de pluies acides. Le résultat de son étude empirique s'avère largement négatif (on ne peut vérifier l'existence d'une telle courbe pour la Chine) et l'auteur en conclut que, dans la mesure où les dégradations environnementales sont déjà bien au-delà de la capacité d'assimilation des écosystèmes, une politique de régulation très ambitieuse pour combattre les pluies acides doit être appliquée de toute urgence. Le défi auquel la Chine doit faire face est que

le charbon, cause de la pollution, est aussi la source majeure de son approvisionnement énergétique et donc de son développement.

Enfin, Anne-Marie Crétiéneau complète ce panorama des problématiques possibles en se penchant sur les stratégies de survie individuelles mises en œuvre aussi bien pour résister à la montée de la pauvreté dans les pays riches que pour dessiner d'autres modèles de développement dans les pays pauvres. Réenchassement, solidarité, valeurs culturelles en sont les caractères les plus marquants. Même si elles rappellent nombre de traits des sociétés primitives, les stratégies individuelles n'excluent pas la rémanence de rapports de classes et de rapports de forces politiques.

Nous le disions, repenser le développement est une invitation forte à faire de l'économie politique ,... avec une bonne dose de critique et de complexité...

Bibliographie

Amin S. [1970], *L'accumulation à l'échelle mondiale*, Paris, Anthropos.

Aristote [1993], *Les politiques*, Paris, GF-Flammarion.

Attac [2004] (sous la dir. de J.-M. Harribey), *Le développement a-t-il un avenir ? Pour une société économe et solidaire*, Paris, Mille et une nuits.

Baran P.A. [1957], « The Political Economy of Growth », New York, *Monthly Review Press*.

Berr E., Combarrous F. [2005], « Vingt ans d'application du consensus de Washington à l'épreuve des faits », *Economie appliquée*, tome LVIII, n°2, à paraître.

CMED (Commission mondiale sur l'environnement et le développement) [1987], Rapport de Brundtland G. H., *Notre avenir à tous*, Montréal, Ed. du Fleuve.

Comelieu C. [2003], « Le labyrinthe des alternatives : y a-t-il des issues ? Notes préliminaires de méthode », in Comelieu C. (dir.), « Brouillons pour l'avenir, Contributions au débat sur les alternatives », *Les Nouveaux Cahiers de l'IUED*, n° 14, Paris, PUF, p. 27-40.

Douai A. [2004], « Conceptions et mesures du bien-être : à la recherche d'un progrès qualitatif », Mémoire de DEA, Université Bordeaux IV, Centre d'Economie du Développement.

Duplan Y.J.J. [2004], « La soutenabilité complexe : Les dimensions socio-économique, écologique et épistémologique. La question de la déforestation en Haïti », Thèse de doctorat de sciences économiques, Université Bordeaux IV.

Dupuy J.P. [1992], *Le sacrifice et l'envie, Le libéralisme aux prises avec la justice sociale*, Paris, Calmann-Lévy.

[2003], « Les béances d'une philosophie raisonnable », *Revue de Philosophie économique*, « Autour de Rawls », n° 7, juin, p. 33-59.

Emmanuel A. [1969], *L'échange inégal, Essai sur les antagonismes dans les rapports économiques internationaux*, Paris, F. Maspero.

Furtado C. [1970], *Théorie du développement économique*, Paris, PUF.

Franck A.G. [1969], *Le développement du sous-développement*, Paris, F. Maspero.

Gadrey J., Jany-Catrice F. [2003], *Les indicateurs de richesse et de développement, Un bilan international en vue d'une initiative française*, Rapport de recherche pour la DARES, mars, <http://www.travail.gouv.fr/etudes/pdf/indicateurs.pdf>.

[2004], *Les nouveaux indicateurs de richesse*, Paris, La Découverte, Repères.

Georgescu-Roegen N. [1971], *The Entropy Law and the Economic Problem*, University of Alabama.

[1979], *La décroissance : Entropie-Ecologie-Economie*, 2^e éd. fr., Paris, Sang de la terre, 1995.

Harribey J.M. [1997], *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan.

[2002], *La démenche sénile du capital. Fragments d'économie critique*, Bègles, Editions du Passant, 2^e éd. 2004.

[2004-a], « Le travail productif dans les services non marchands : un enjeu théorique et politique pour le développement », DT n° 91, Centre d'Economie du Développement, Université Bordeaux IV.

[2004-b], « Développement n'est pas nécessairement croissance », Première partie *in Le Passant Ordinaire*, n° 49, juillet-septembre, Deuxième partie *in Le Monde diplomatique*, juillet, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/developpement-croissance.pdf>

Hirschman A.O. [1964], *La stratégie du développement économique*, Paris, Editions ouvrières.

Jouvenel B. (de) [1966], *Sur la stratégie prospective de l'économie sociale*, in *Arcadie, Essais sur le mieux-vivre*, Paris, SEDEIS, 1972, p. 272-317.

[1976], *La civilisation de puissance*, Paris, Fayard.

Latouche S. [1986], *Faut-il refuser le développement ?*, Paris, PUF.

[1989], *L'occidentalisation du monde, Essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire*, Paris, La Découverte.

[1991], *La planète des naufragés, Essai sur l'après-développement*, Paris, La Découverte.

[1994], « Développement durable : un concept alibi, Main invisible et mainmise sur la nature », *Revue Tiers Monde*, tome XXXV, n° 137, janvier-mars, p. 77-94.

[2001], « Les mirages de l'occidentalisation du monde : En finir, une fois pour toutes, avec le développement », *Le Monde diplomatique*, mai.

[2002], « Le développement durable, c'est impossible », propos recueillis par Nicolino Fabrice, *Terre Sauvage*, novembre.

[2003], « Il faut jeter le bébé plutôt que l'eau du bain », in Comelieu C. (dir.), « Brouillons pour l'avenir, Contributions au débat sur les alternatives », *Les Nouveaux Cahiers de l'IUED*, n° 14, Paris, PUF, p. 123-134.

[2004], « Contre l'ethnocentrisme du développement, Et la décroissance sauvera le Sud... », *Le Monde diplomatique*, novembre.

Le Masne P. [2004], « Services publics et développement », Communication au Colloque « Le concept de développement en débat », Université Bordeaux IV, 16 et 17 septembre.

Lewis W.A. [1954], « Economic Development with Unlimited Supplies of Labor », *The Manchester School of Economic and Social Studies*, vol.XXII, n°2.

Marx K. [1867], *Le Capital, Livre I*, Paris, Gallimard, La Pléiade, 1965, tome 1.

Méda D. [1999], *Qu'est-ce que la richesse ?*, Paris, Alto-Aubier.

Miringoff M, Miringoff M.L. [1999], *The social health of the nation*, Oxford University Press.

Morin E. [2002], « Rompre avec le développement », *Transversales*, Nouvelle série, n° 2, 2^e trimestre, p. 9-10.

Myrdal G. [1968], *Asian Drama : An Inquiry into the Poverty of Nations*, New York, Pantheon.

- Nordhaus W. D., Tobin J. [1972], *Is growth obsolete ?*, NBER & Columbia University Press.
- Nurske R. [1953], *Les problèmes de la formation du capital dans les pays sous-développés*, Paris, Cujas, 1968.
- Osberg L., Sharpe A. [2002], « The Index of Economic Well-Being : an Overview, Indicators, *The Journal of Social Health*, 11, 2, Spring.
- Partant F. [1982], *La fin du développement*, Paris, F. Maspero.
[1988], *La ligne d'horizon, Essai sur l'après-développement*, Paris, La Découverte.
- Passet R. [1979], *L'économie et le vivant*, Paris, Economica, 2^e éd. 1996.
[2002], « Changez l'eau du bain, mais gardez le bébé ! », *Transversales*, Nouvelle série, n° 2, 2^e trimestre, p. 13-14.
- Perroux F. [1961], *L'économie du XX^e siècle*, Paris, PUF, 3^e éd. 1969, dans *Oeuvres complètes*, tome V, Grenoble, PUG, 1991.
- Polanyi K. [1944], *La grande transformation, Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983.
- Prebisch R. [1950], *Le développement économique de l'Amérique latine et ses principaux problèmes*, Nations-Unies.
- Prigogine I. [1967], *Introduction à la thermodynamique des phénomènes irréversibles*, Paris Dunod, 3^e éd.
- RAI (Réseau d'alerte sur les inégalités) [2004], <http://www.cerc-association.org>.
- Rawls J. [1971], *Théorie de la justice*, The Belknap Press of Harvard University Press, éd. fr. Paris, Seuil, 1987.
- Redefining Progress [1995], *The Genuine Progress Indicator : Summary Data and Methodology*, Oakland, Canada, <http://www.redefiningprogress.org/projects/gpi>.
- Rist G. [1996], *Le développement, Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Politiques, 2^e éd. 2001.
[2003], « Le "développement" : la violence symbolique d'une croyance », in Comelieu C. (dir.), « Brouillons pour l'avenir, Contributions au débat sur les alternatives », *Les Nouveaux Cahiers de l'IUED*, n° 14, Paris, PUF, p. 135-151.
- Rostow W.W. [1960], *Les étapes de la croissance économique : un manifeste non communiste*, Paris, Seuil.
- Schumpeter J.A [1942], *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris, Payot, 1979.
- Sen A.K. [1993], *Ethique et économie, Et autres essais*, Paris, PUF.
[1999], *L'économie est une science morale*, Paris, La Découverte
[2000], *Un nouveau modèle économique, Développement, Justice, Liberté*, Paris, O. Jacob.

Singer H. [1950], « The Distribution of Gains Between Investing and Borrowing Countries », *American Economic Review*, vol.40, mai.

Viveret P. [2003], *Reconsidérer la richesse*, La Tour d'Aigues, Ed. de l'Aube.